



CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Rapport narratif de la deuxième rencontre de la Plateforme pour la promotion de la paix au Sahel

15 - 17 décembre 2015

Auteurs

Abdoulaye Bah
Sarah Franck



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة بجنيف

© Fondation Cordoue de Genève, 2016

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél: +41 (0) 22 734 15 03
Fax: +41 (0) 22 734 10 34
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Rapport narratif de la deuxième rencontre de la
Plateforme pour la promotion de la paix au Sahel

Nouakchott, Mauritanie
15 - 17 décembre 2015

Auteurs: Abdoulaye Bâ, Sarah Franck

Mise en page et Couverture: Amine Lakhdar

Ce rapport peut être consulté en ligne sur www.cordoue.ch

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

RESUME

La deuxième édition de la Plateforme Sahel s'est tenue à Nouakchott du 15 au 17 décembre 2015. Elle a regroupé 24 participants dont des leaders religieux traditionnels, des représentants de la société civile et des experts dont des jeunes et des femmes, venant du Tchad, du Niger, du Nigeria, du Mali et de Mauritanie. Trois thématiques principales ont été abordées à savoir celle des tensions intra-communautaires, celle de l'extrémisme religieux et celle des impacts régionaux de la présence étrangère au Sahel et la question des réfugiés. La rencontre avait pour principaux objectifs de consolider les acquis importants réalisés à Nouakchott en 2014 par le Forum Sahel et renforcer cet espace, de renforcer les capacités des partenaires locaux ainsi que ses leaders religieux et traditionnels en matière de transformation de conflits et de favoriser les échanges d'expériences à propos de projets de promotion de paix en cours et supervisés par certains participants ainsi que favoriser les réflexions sur l'état de tensions et lignes de fracture dans la région, dans le but de favoriser l'émergence de nouvelles initiatives pour remédier ou atténuer les tensions. Après des séances de discussion les travaux de groupes par pays ont dégagé des projets concrets :

1. Nigeria : étude de terrain par deux chercheurs sur la thématique de Boko Haram. Une première version de cette recherche sera proposée en février et servira de base à un atelier d'experts ;¹
2. Tchad : une mission conjointe de la FCG et la DSH au début de l'année 2016 va permettre la continuation du dialogue intra-islamique tout en initiant les formations pour des jeunes des trois grands mouvements islamiques sur la transformation de conflits ainsi que l'initiation d'un mécanisme d'alerte précoce et d'intervention rapide en partenariat avec le centre Al Mouna ;
3. Tchad : sensibiliser les associations religieuses musulmanes tchadiennes notamment et les chefs religieux traditionnels pour atténuer les tensions entre les tidjanes (soufis), les Ançar Sunna et les tablighis ;²
4. Mali : les participants maliens ont convenu de se constituer en un groupe de travail permanent, en prélude au dialogue intercommunautaire sur la base de l'Accord d'Alger. Le groupe élaborera des pistes pouvant aboutir à la création d'espaces de dialogue avec des acteurs politiques à référence religieuse en provenance de toutes les parties du Mali afin que les accords pour la paix soient mis en œuvre de manière conséquente.³

¹ La première version de l'étude a été produite au mois de février 2016 et un atelier d'expert a eu lieu à Abuja le 16 et 17 mars 2016.

² Un atelier réunissant des acteurs religieux tablighis, salafis, chrétiens et soufis ainsi que des ambassadeurs occidentaux a eu lieu à N'djamena en mai 2016, organisé par le DFAE-DHS-RPC et la FCG. L'atelier avait aussi pour objectif de sensibiliser les principales ambassades occidentales au Tchad (US, FR, EU, DE, puis encore les NU) sur les dangers de la marginalisation et du discours antiterroriste abusif et haineux contre certaines communautés religieuses. Les représentants des missions et ambassades ont pris conscience de la diversité – jusque-là ignorée par eux - des courants islamiques indigènes au Tchad.

³ Une première rencontre s'est tenu à Bamako au mois de février 2016.

TABLE DES MATIÈRES

RESUME.....	3
I. CONTEXTE.....	5
II. OBJECTIF	6
III. MALI: LA SITUATION POST-ACCORD D'ALGER : DYNAMIQUES INTRA- ISLAMIQUES	6
IV. MALI: SITUATION DES GROUPES VIOLENTS A REFERENCES RELIGIEUSES ET EMERGENCES DE NOUVEAUX GROUPES .	9
V. NIGER: IMPACTS DE LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM ET L'IMPOSITION DE L'ETAT D'URGENCE SUR LA COHESION SOCIALE	10
VI. SAHEL: PASSAGE DE CERTAINS TABLIGHIS VERS LA VIOLENCE: TENDANCE CONFIRMEE OU CAS ISOLEES ?.....	13
VII. LA PRESENCE ETRANGERE AU SAHEL (FRANCE, USA, OI, GROUPES ARMES ALLOGENES): FACTEUR DE STABILISATION OU CAUSE DE NOUVELLES LIGNES DE FRACTURES ?	13
VIII.SITUATION DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES INTERNES CONSECUTIVEMENT AUX TROUBLES ENGENDREES PAR LA LUTTE CONTRE LES GROUPES RELIGIEUX VIOLENTS AU SAHEL	14
IX. REVUE SOMMAIRE DES RECENTES EVOLUTIONS DES TENSIONS ET LIGNES DE FRACTURES POLITIQUES, ETHNIQUES ET RELIGIEUSES EN MAURITANIE	15
X. GROUPES DE TRAVAIL, RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES	16
XI. CONCLUSION	18

I. CONTEXTE

Dans le cadre de son programme Sahel, initié en partenariat avec le Département fédéral des affaires étrangères suisse (DFAE), la Fondation Cordoue de Genève (FCG) a organisé, du 15 au 17 décembre 2015, à Nouakchott (Mauritanie), un atelier sur la promotion de la paix au Sahel. La Plateforme Sahel contribue à un projet multi-phases dédié au Sahel, eu égard à la crise multidimensionnelle que connaissent les pays de la région depuis l'émergence, surtout depuis le début des années 2000, de mouvements violents à référence religieuse.

L'atelier était l'occasion d'échanger des informations et des observations sur la situation ainsi que sur les évolutions en cours dans chaque pays, notamment en matière de tensions intercommunautaires ou de conflits consécutifs à la présence de groupes ou de mouvements à connotation religieuse, violents ou potentiellement violents. Il a été aussi l'occasion de passer en revue les différentes lignes de tensions et de fractures (religieuses, ethniques, communautaires et autres), d'actualiser leurs tendances, de cerner leurs zones d'influence ainsi que d'évaluer l'impact de leur présence, d'analyser leurs méthodes et modes d'action.

Ont pris part à cet atelier une trentaine de panelistes de haut niveau, minutieusement sélectionnés en fonction de leurs compétences académiques ou sociétales reconnues et leur engagement dans la dynamique de rétablissement de la paix et de la cohésion sociale à travers divers canaux (académique, mouvements associatifs, chefs religieux et notabilités sociales, institutions de recherches, forums de dialogues et d'échanges etc.). Les panélistes provenaient des pays suivants: Tchad, Niger, Nigéria, Mali et Mauritanie.

Trois thématiques principales et plusieurs autres subsidiaires ont été soumises au débat. Elles ont constitué des pistes de travail pour les panelistes.

Le premier axe de travail visait à explorer la thématique des tensions intra-communautaires. Cette discussion a notamment abordé la question du Tchad et les tensions intra-islamiques, le cas du Mali et la situation post-Accord d'Alger (dynamiques intra-islamiques), celle du Niger et les impacts de la lutte contre Boko Haram ainsi que les conséquences de l'imposition de l'état d'urgence sur la cohésion sociale et enfin la question de la Mauritanie, ou une revue sommaire des récentes évolutions vis-à-vis des tensions et lignes de fractures politiques, ethniques et religieuses, a été présenté.

Le second axe de travail avait pour thématique l'extrémisme violent. Le thème de Boko Haram et l'impact de la violence du mouvement sur les rapports inter-ethniques dans les pays du lac Tchad (Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun) a été abordé. S'en est suivi une discussion autour de la question : « *Allégeance de Boko Haram à l'Organisation de l'Etat Islamique (OEI): nouvelle dynamique de la violence à connotation religieuse ou signe de l'affaiblissement d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et ses alliés dans le Sahel ?* ». Puis le cas du Mali a été abordé autour de la question de la situation des groupes violents à références religieuses et l'émergence de nouveaux groupes (Front de libération du Macina, Ançar Dine entre autres). Enfin, une approche régionale a clôturé cette session avec une discussion autour de la thématique du Sahel et le passage de certains Tablighis vers la violence « *tendance confirmée ou cas isolés ?* ».

Le troisième axe de travail a abordé deux phénomènes et a présenté leur impacts et répercussions à l'échelle régionale. Le

premier phénomène discuté était celui de la présence étrangère au Sahel (France, USA, OI, groupes armés allogènes) « *facteur de stabilisation ou cause de nouvelles lignes de fractures ?* ». Enfin, le second phénomène discuté était celui de la situation des réfugiés et personnes déplacées internes (IDP), consécutivement aux troubles engendrés par la lutte contre les groupes violents à références religieuses.

II. OBJECTIF

Les principaux objectifs de cette rencontre se résument au nombre de cinq.

Tout d'abord, il s'agissait de consolider les acquis importants réalisés à Nouakchott en 2014 par le Forum Sahel et renforcer cet espace, qui a pour vocation à favoriser le dialogue, les échanges et qui reflète la diversité ethnique, confessionnelle, idéologique, et linguistique de la région du Sahel.

Renforcer les capacités des partenaires locaux ainsi que ses leaders religieux et traditionnels en matière de transformation de conflits, représentait un second objectif.

Enfin, il s'agissait de favoriser les échanges d'expériences à propos de projets de promotion de paix en cours et supervisés par certains participants mais aussi de favoriser les réflexions sur l'état de tensions et lignes de fracture dans la région, ainsi que les nouvelles tendances et défis. Finalement, le cinquième objectif de cette rencontre visait à favoriser l'émergence de nouvelles initiatives pour remédier ou atténuer les tensions.

DISCUSSIONS

S'exprimant sous la règle de « Chatham House⁴ », les participants ont échangé sur les problématiques soumises à discussion. Les débats, souvent houleux, ont été empreints de cordialité et de respect mutuel, ce qui a permis d'arriver à des décisions qui, si elles sont appliquées, seront d'une importance capitale pour chacun des pays et, au-delà, pour toute la région.

III. MALI: LA SITUATION POST-ACCORD D'ALGER : DYNAMIQUES INTRA-ISLAMIQUES

Abordant la question malienne à travers les dynamiques intra-islamiques après la signature de l'Accord d'Alger (mai-juin 2015), les six participants de ce pays ont longuement passé en revue les rapports intra-islamiques qui, affirment-ils, sont mis en exergue par l'irruption violente dans le pays du djihadisme en provenance de l'extérieur au début des années 2000. Ils ont également disséqué la longue histoire des expériences ratées des accords de paix au Mali. L'un des participants, issu de la société civile, salua l'Accord qu'il considère en effet comme « une ultime chance pour le Mali ». Selon lui, « tous les Maliens ont été victimes

⁴ Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants. <https://www.chathamhouse.org/about/chathamhouse-rule/translations>

des évènements du Nord» et, dit-il « ils doivent pardonner certaines atrocités commises par les djihadistes qui ont occupé le nord des mois durant, mais ils ne doivent jamais oublier. Mieux, les auteurs des crimes contre l'humanité doivent répondre de leurs forfaits et l'Accord de paix d'Alger ne doit pas être l'équivalent systématique d'une amnistie déguisée pour ceux qui ont terrorisé nos compatriotes, violé nos filles et nos femmes, amputé nos jeunes, dilapidé nos biens, dégradé nos monuments et divisé notre pays». Pour lui, il n'y aurait pas de véritables entraves au dialogue inter-musulman au Mali où tous les courants (soufis, salafistes et mêmes chiites) cohabitent et se complètent en symbiose.

Un autre activiste de la société civile, issu d'une prestigieuse lignée religieuse séculaire (soufi), ajouta : « les rapports inter-islamiques au Mali sont sereins et empreints de cordialité et souvent de complémentarité, malgré les tensions sporadiques qui surgissent entre soufis et sunnites d'une part et entre ces deux groupes (qui font bloc) contre l'école chiite qui commence à enregistrer des percées tangibles dans la sphère religieuse du pays ». Au sujet de l'Accord d'Alger, il affirme ensuite que « l'Accord est certes signé et nous saluons cela, mais il demeure imparfait ». Pour lui, dit-il, « le fait qu'il comporte le terme Azawad est une humiliation, une insulte au Mali et aux Maliens. Une chose appelée Azawad n'a jamais existé dans l'histoire et ce n'est pas maintenant qu'elle sera créée, malgré le soutien de puissances occidentales comme la France et, dans une moindre mesure, la Suisse et d'autres pays, y compris frontaliers du Mali comme la Mauritanie et l'Algérie. Les gens du nord ne veulent pas l'indépendance et ils le disent. Ils sont majoritairement attachés à un Mali uni et souverain dans lequel tout le monde cohabite dans l'égalité, la dignité et le respect de la diversité et de la

spécificité de chacun. Il n'y a que les séparatistes du MNLA qui avaient réclamé cela avant de comprendre que ce n'est pas possible». Il préconise « l'implication directe de Ançar Dine dans le processus pour avoir une garantie sûre de la réussite de l'Accord, menacé par des groupes affiliés aux bandes du crime organisé et des djihadistes étrangers».

Pour un chef religieux originaire de Kidal, proche d'Ançar Dine « l'Accord ne servira à rien ». Il ne rétablira, selon lui, aucune paix au pays tant que les populations du Nord sont marginalisées, stigmatisées et pourchassées par un pouvoir qu'il qualifie de raciste et inféodé à des agendas extérieurs au nom de la lutte contre le terrorisme qui n'est selon lui, en réalité, « qu'une guerre contre l'Islam et les Musulmans ». Il ajouta que « l'Azawad a toujours été une entité spécifique reconnue à travers l'histoire ». D'où l'obligation, selon ce dernier, pour les acteurs maliens du sud de reconnaître les spécificités de cette zone et de lui accorder une large autonomie impliquant la gestion par les populations de la zone de toutes les questions touchant leur vie : sécurité, éducation, santé et la liberté d'appliquer l'ordre juridique qu'elles ont choisi, à savoir la chariâa. Il joindra sa voix à celle appelant à associer Iyad Ag Ghali et son mouvement, Ançar Dine, au processus de dialogue au Mali, à commencer par l'Accord d'Alger. Selon lui, « la seule force capable de changer la donne, aussi bien sur le terrain politique que sur le front militaire est Ançar Dine ».

Une notabilité tribalo-religieuse de Toumbouctou considérera que « l'Azawad est une réalité tangible et constitue le référentiel de tous les arabes, touarègues et autres populations du nord Mali qui ont montré, à plusieurs occasions, qu'elles étaient prêtes à mourir pour son existence ». D'ailleurs, selon ce même participant « tous les fils et filles de

l'Azawad sont disposés au sacrifice ultime pour que l'Azawad devienne une réalité politique tangible et souveraine, si les extrémistes de Bamako continuent de faire la sourde oreille face aux revendications légitimes des Azawadis ». Il considère l'Accord de paix d'Alger comme « une dernière chance pour le Mali ». Pour lui, « s'il arrivait qu'il échoue, ce sera une guerre implacable contre le sud du Mali. Alors, tout le monde verra bien que les combattants sont capables d'occuper Bamako en un laps de temps».

Une femme du mouvement associatif féminin du Mali souhaite, elle, que le dialogue inter-islamique soit engagé au plus vite au Mali afin que tous les courants se parlent, se réconcilient et s'orientent vers une action commune de raffermissement de la cohésion sociale dans le pays. Elle préconise que tout soit mis en œuvre pour une bonne exécution de l'Accord d'Alger «pour le bien-être des Maliens, toutes origines, couleurs et régions confondues». Selon elle, le récent regain de violence enregistré dans certains endroits au nord et à l'ouest du Mali, ainsi que l'attaque contre la Radisson Blu à Bamako, sont les inquiétants signes du retour à la violence. Pour cette participante, « cela compromet tout et risque de ramener le pays à la situation d'avant l'intervention de l'armée française ». Dans ce contexte, elle a ensuite plaidé pour « une plus grande implication des femmes dans le processus de paix, car elles ont été, de tout temps, les premières victimes des conflits qui ont secoué la région du nord».

Un académicien, de confession catholique, affirmera que « seule la bonne foi des parties peut sauver ce qui peut encore l'être dans l'Accord qui a piétiné d'abord par le grand retard dans la mise en œuvre et l'application de ses dispositions et ensuite, du fait que ceux qui gèrent le pays ignorent tout du nord ». Selon lui, une des limites que

personne n'évoque est que, ceux qui connaissent bien le nord et ses gens et qui sont en mesure de gérer la situation sont exclus des centres de décision. Il ajouta enfin que «le mot Azawad ne doit pas choquer. C'est un terme qu'il faut intégrer dans le dispositif politique malien, si ceci permet d'avancer et de concrétiser les termes de l'Accord et éviter le retour à la violence et à la division».

Une influente personnalité du mouvement associatif musulman affirma que le problème ne se situe pas au niveau du dialogue inter-islamique, qui ne s'est selon lui jamais interrompu au Mali. Il ajouta que tout se serait compliqué avec « l'irruption d'éléments étrangers dans le jeu ». En effet, selon lui, « ceux qui lèvent l'étendard du jihad au nord Mali sont, pour la plupart, des étrangers qui n'ont pas pu imposer l'application de la chariâa chez eux. Alors comment veulent-ils l'imposer chez nous? ». Il reconnaît la présence de Maliens dans la « nébuleuse djihadiste » à travers Ançar Dine et son leader Iyad Ag Ghali qui ne serait selon ce même participant « pas difficile à raisonner ». Encore, selon lui, faudrait-il donner l'occasion aux responsables religieux, notamment les leaders du Haut Conseil Islamique (HCI), de mener des négociations avec lui. Ainsi, il pourra être intégré dans la dynamique de la paix. Sans cela, il aurait selon lui « les moyens de torpiller tout ce qui est en train d'être bâti pour un retour définitif de la paix dans le pays et, au-delà, dans la région».

On retiendra de cette discussion, que les participants semblent être unanimes sur la nature des problèmes auxquels est confronté le Mali et sur l'impérieuse nécessité d'un dialogue inclusif pour les surpasser. Cependant, ils semblent diverger sur les modalités et les parties à impliquer.

IV. MALI: SITUATION DES GROUPES VIOLENTS A REFERENCES RELIGIEUSES ET EMERGENCES DE NOUVEAUX GROUPES

A propos de l'émergence de nouveaux groupes violents à référence religieuse dans le pays, les panelistes sont revenus sur la genèse des mouvements violents à connotation religieuse et l'historique de leur présence, puis de leur évolution jusqu'à l'occupation du nord Mali dans la foulée de la chute du régime de Kadhafi en 2011. Selon l'un des intervenants, «la guerre que la France a menée au Nord Mali, à travers l'opération Serval, a certes affaibli les structures organisationnelles des organisations établies comme l'Aqmi et le MUJAO, mais elle n'a pas réglé le problème». Selon un ressortissant de Kidal, le problème reste entier. Il ajouta dans ce sens que «jusqu'à nos jours, les groupes dits djihadistes comme l'Aqmi circulent librement, au vu et au su des forces étrangères ». Pour un journaliste mauritanien, spécialiste de la question, « on constate, depuis quelque mois, le retour en force des groupes que l'on donnait pour neutralisés ». En effet, il expliqua qu'au mois d'avril, « lors d'une assemblée tribale de clans arabes au lieu-dit Boujbeiha (près de Toumbouctou), une colonne de 14 véhicules Pick-up de l'AQMI a surgi de nulle part, a pris position autour du conclave, 5 personnes armées en sont descendus. L'une d'entre elles a adressé un discours à l'assistance, mettant en garde contre toute collaboration avec les armées française et malienne. Ils ont averti que toute personne qui le ferait serait considérée comme traître et mécréant et serait traité en conséquence». Tout ceci s'est déroulé, selon lui, «sous la barbe et le nez d'éléments en faction des forces de la Minusma».

Pour un autre intervenant, membre de la société civile malienne, «il est clair que la capacité de nuisance des groupes djihadistes est presque intacte ». D'ailleurs, ajoute-t-il, «les dernières opérations menées contre des casques bleus à Gao, les attaques répétées contre des postes militaires et l'opération du Radisson Blu à Bamako sont là pour le prouver ». Selon lui, le fait nouveau est l'émergence de nouveaux groupes comme le Front de libération du Macina, qui embrigaderaient « surtout des jeunes de l'ethnie peul ». Selon lui, «cette nouvelle formation fondée par le prêcheur Mohamedoun Koufa, bras droit de Iyad Ag Ghali, n'est que le bras séculier de Ançar Dine au centre et à l'ouest du Mali. Elle fait de la marginalisation des éleveurs peuls nomades de l'ouest et du nord Mali un cheval de bataille pour légitimer sa lutte, tout comme elle fait appel à un référentiel historique, qui remet au goût du jour l'épopée djihadiste menée par Cheikhou Ahmadou et son fils Ahmadou Cheikhou, à la tête de l'empire islamique peulh dans la zone au 18ème siècle ». Un autre intervenant souleva ensuite la question suivante : « Front de libération de qui ? On libère qui de l'emprise de qui? ». Selon lui, «ce sont des Maliens qui dirigent le pays sur des bases démocratiques claires. Si une partie ou un groupe du peuple s'estime lésé, il y a mille et une voix de le faire savoir sans le recours aux armes». Une activiste de la société civile malienne dira, elle, que «les Peuls du Mali sont loin d'être marginalisés et qu'ils sont traités avec équité et justice, même si leurs zones connaissent, comme partout ailleurs au Mali, d'énormes retards en termes d'infrastructures de base ». Selon elle, ils auraient raison de contester et de réclamer, mais s'allier avec des groupes dits terroristes pour déstabiliser le pays et diviser son peuple est inadmissible. Pour un juriste malien, ancien haut fonctionnaire, «la question n'est pas de juger l'action de tel ou

tel autre mouvement. C'est celle de se pencher sur les causes qui ont conduit à cette situation. D'où l'impérieuse nécessité de dialogue à tout instant. « Que Ançar Dine ou le Front de libération du Macina prennent des armes » est, selon lui, « condamnable sans pour autant exclure la réalité des griefs que les populations font aux pouvoirs centraux successifs au Mali ». Il faut donc encore une fois selon lui privilégier la voix du dialogue, de l'intégration et de l'unité. Il ajouta : « nous ne devons pas être les prisonniers d'un prisme handicapant ».

Enfin, un intervenant mauritanien, a attiré l'attention sur un aspect auquel beaucoup d'analystes et d'observateurs ne semblent pas prêter attention qui est celui de l'étendue de l'aire géographique du « monde peul », allant de la Mauritanie à la République centrafricaine avec des ramifications au Soudan et en Egypte. Selon ce participant en effet, « si l'on ne fait pas attention, un très grave appel d'air risque de se produire et voir le combat du Front de libération du Macina devenir une « cause » capable de mobiliser autour d'elle. Et là, ce sont plus de 18 pays qui se retrouveront dans des troubles ».

Il ressort clairement de ces débats que les structures montées par les mouvements violents à référence religieuse dans la zone restent opérationnelles, malgré les opérations Serval et Barkhane et malgré la présence des forces de la Minusma. De plus, si l'on ne prend pas garde, de nouveaux mouvements violents à référence religieuse se basant sur une revendication pourraient émerger, ce qui compliquerait davantage la situation et risquerait d'embraser de nouvelles zones.

V. NIGER: IMPACTS DE LA LUTTE CONTRE BOKO HARAM ET L'IMPOSITION DE L'ETAT D'URGENCE SUR LA COHESION SOCIALE

Concernant le Niger et l'impact de la lutte contre Boko Haram, notamment l'imposition de l'état d'urgence, sur la cohésion sociale, les trois panélistes originaires du Niger ont débattus de ces questions. Selon un notable religieux, « le Niger n'avait rien vu venir avant de se retrouver en confrontation directe avec Boko Haram », et selon lui « au lieu d'entamer un dialogue avec les oulémas, le Niger s'est directement engagé dans la guerre contre ce groupe sans être outillé ». Il ajouta qu'« aujourd'hui, après tant de morts et de décisions incohérentes, dont l'état d'urgence, le déplacement abusif et massif de populations sans leur donner d'autres alternatives, ni les équiper suffisamment de moyens de survie, Boko Haram recrute dans toutes les communautés ». Le mouvement « capitalise, selon lui « les frustrations nées des mauvaises décisions du gouvernement ». Pour lui, l'une des clés de solution est l'allègement de l'état d'urgence, la lutte contre le chômage des jeunes et engager un dialogue avec les leaders modérés de Boko Haram disposés à trouver un terrain de compromis avec l'Etat et la société. Il a fait enfin état de l'existence d'un prétendu « complot judéo-christiano-chiite contre l'Islam et les Musulmans sunnites dont l'objectif serait selon lui de « les affaiblir et les diviser » (les sunnites).

Un autre intervenant, issu de la société civile, affirme que la guerre entre l'Etat nigérien et Boko Haram a commencé en 2012. Depuis, plus de 750 jeunes ont été répertoriés comme combattants du mouvement, notamment dans la zone de Diffa. « Sortants des écoles coraniques, ils sont actuellement en prison », avance-t-il. Pour lui, ceci pose la question du rôle de l'école coranique dans le

pays car selon ce dernier, « cette école produit des milliers de jeunes qui ne trouvent aucun débouché professionnel et sont, par la force des choses, une force de réserve potentielle pour des organisations comme Boko Haram ». Donc pour lui, « l'une des réponses immédiates face à la menace et au défi doit consister dans la revalorisation de l'école coranique, de réorienter ses sortants dans des filières de formations professionnelles. Sans cela, la guerre contre le mouvement est perdue d'avance ». Le gouvernement a obligé les populations de certaines zones à se déplacer massivement et, « faisant mauvais usage des pouvoirs exceptionnels qui lui sont conférés par l'état d'urgence », aurait en outre occasionné la fermeture de 150 écoles avec 12.000 enfants « en perte ». Cette situation serait pour ce même intervenant « un pain béni pour les recruteurs de Boko Haram qui n'hésitent jamais à exploiter les jeunes et les enfants désœuvrés dans ses actions sanglantes ». Pour l'un des intervenants originaires du Tchad, « le défi que pose Boko Haram dépasse, de loin, la solution militaire que proposent les gouvernements de la région ». La réponse, pour lui, est ailleurs et résiderait « dans la création de l'emploi, la justice, le respect des droits et libertés des gens, la généralisation de l'éducation et la mise à niveau des forces et de défense et de sécurité qui doivent être plus professionnelles et moins agressives à l'encontre des populations civiles dans leurs zones d'intervention ». Il préconisa enfin un dialogue ouvert et libre avec Boko Haram « à travers des oulémas bien formés et bien ancrés dans la pratique islamique telle qu'héritée du prophète Mohamed, paix et salut sur son âme ».

Un autre intervenant du Nigéria, chercheur sur la question des groupes religieux violents, affirme qu'il est important de noter que « dans les pays du lac Tchad (Tchad,

Cameroun, Nigéria et Niger) les zones où habitent des populations d'origine Kanori, Toubou, Peuls et Arabes, sont celles où se concentrent les attaques de Boko Haram ». Selon lui, « la violence de Boko Haram et sa manière de faire a tu les rapports généralement tendus entre ces communautés nomades ou semi-sédentaires qui voient la menace planer sur elles, car la plupart des jeunes sont des leurs. Tout comme la plupart de leurs victimes et celles des forces de l'ordre ». Donc selon cet expert, « ces populations sont prises entre le marteau de Boko Haram et l'enclume de l'armée » et « que ce soit au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et ailleurs, les bavures de l'armée poussent beaucoup de jeunes à rejoindre les insurgés pour échapper à l'exécution et pour venger les leurs. Donc, ici, le facteur de conviction religieuse ne semble toujours pas être déterminant dans l'adhésion à Boko Haram ».

Un autre troisième intervenant du Nigéria note qu'à titre d'exemple, le Nigéria compte environ 500 ethnies dont 70% vivent au nord du pays, berceau de Boko Haram. Aujourd'hui, soutient-il, ces populations ont peur face à la vague d'islamophobie qui traverse le pays, surtout au niveau des cercles de décisions, particulièrement au sein de l'armée. Selon lui, « dans la plupart des cas, l'armée agit sans discernement et s'en prend à des milliers d'innocents ». Une intervenante du Niger, quant à elle, soutient que « Boko Haram est une pure aventure pire que la rébellion touarègue au nord Niger dans les années 90 ». Selon elle, « celle-ci s'en prenait aveuglement aux Germa, alors que Boko Haram n'épargne aucune tribu, aucune ethnie et aucun groupe. Tout le monde est sous la menace ».

Un participant mauritanien a été quant à lui plus nuancé dans son jugement. En effet, selon lui, « il faut s'éloigner des clichés et des

outils de lecture que nous impose l'Occident dans l'analyse de nos propres problèmes. Ce qu'il faut, face à Boko Haram et aux autres organisations similaires, c'est analyser objectivement, loin des agendas de l'Occident, les véritables causes qui poussent les jeunes à sacrifier leur vie pour une cause qu'ils croient juste, celle d'imposer l'application de la Chariâa. C'est la revendication fondamentale ». Selon lui, « elle demeure légitime, même si la méthode n'est pas appropriée et reste excessivement violente, ce qui lui ôte toute crédibilité et toute acceptabilité ».

Ensuite, les panelistes ont traité la question de l'impact de l'allégeance de Boko Haram à l'Organisation de l'Etat islamique sur les pays de la zone du lac Tchad. Selon un chercheur mauritanien, les rapports entre Boko Haram et « Daech » (l'Etat islamique au Levant et en Irak, premier nom de l'OEI) remonteraient à l'année 2012, lorsqu'un groupe du nom de « Ançar Al Mouslimine fi Bilad Essoudan (Adeptes des Musulmans au Soudan) », dirigé par Khaled El Barnaoui a décidé de rompre avec le clan dur de Boko Haram que dirige Boubakar Shekau. Proche d'Al Qaida, notamment de Mokhtar Belmokhtar qui apportait son appui et son soutien au groupe, Al Barnaoui rallie l'AQMI. Shekau, lui, ouvre, dès 2012, des canaux avec les sympathisants du soi-disant « Etat islamique », en Tunisie et en Algérie via des intermédiaires du MUJAO.

Selon un panéliste nigérian, « cette alliance n'apporte pas grand-chose à Boko Haram ». Il ajouta que « mis de côté l'effet d'annonce, cette allégeance est plutôt symbolique. Elle donne à l'organisation un label international, sans pour autant lui permettre de bénéficier pleinement d'un appui matériel réel de l'OEI, occupée à défendre ses positions au Proche Orient contre une redoutable coalition qui compte plus de 52 pays ». Pour un autre analyste tchadien, il ne faut pas minimiser

cette alliance nouvelle dans la région. Surtout si l'on connaît la forte présence de l'OEI en Libye où Boko Haram envoie de plus en plus de jeunes tchadiens, nigériens, camerounais et nigériens pour s'entraîner avec les redoutables éléments de l'OEI. Pour ce participant en effet, « leur retour dans la zone constituera une véritable hécatombe sécuritaire ». Des « mesures d'anticipation » devraient donc être prises selon lui par les Etats visés. Il s'agit, entre autres, de renforcer les capacités des renseignements dans les pays de la zone et le renforcement des mesures de surveillance des mouvements de départ et de retour vers et de la Libye et le nord Mali où opèrent également des groupuscules proches de l'OEI.

Sur le plan théologique, un participant du Tchad, affirme qu'excepté les deux ouvrages de Mohamed Youssef sur le Jihad et la voie de Boko Haram, l'organisation n'apporte aucun argumentaire fiqhi pour présenter les fondements de sa vision et de son comportement. Pour lui, « le phénomène Boko Haram s'apparente plus tôt à un comportement criminel de bandits de grands chemins qui instrumentalisent la religion pour se faire bonne conscience ». Il affirma que « leur conviction religieuse est faible et se reflète sur leur comportement qui n'a pas d'égal chez les autres mouvements, car Boko Haram dépasse même Daech dans la violence et la cruauté ».

Les panelistes sont arrivés à la conclusion que la violence engendrée par Boko Haram constitue une véritable menace pour l'existence même des pays où l'organisation opère. Tout comme elle compromet, grandement, la cohésion sociale et les rapports séculaires entre différentes communautés dans chacun des pays respectifs.

VI. SAHEL: PASSAGE DE CERTAINS
TABLIGHIS VERS LA VIOLENCE:
TENDANCE CONFIRMEE OU CAS ISOLES ?

Par la suite, les participants ont eu à discuter de la question du passage de certains Tablighis vers la violence au Sahel. Pour répondre à la question, un cheikh mauritanien, salafiste expert du milieu Tablighi, a affirmé que la Jemâa de la Daouâa et Tabligh (Groupe de prédication et de prêche), née au Pakistan au début des années 50 est connue pour être une structure apolitique, non violente et ouverte à tous les musulmans. Selon lui, « elle évite même d'évoquer tout sujet pouvant prêter à polémique, préférant enseigner aux gens leur bonne religion et la meilleure voie pour la pratiquer. En somme, un discours adressé à l'âme et à l'esprit, loin des réflexes de violence et des jugements déplacés du comportement de l'individu et des groupes ».

Un autre intervenant du Tchad, lui aussi acteur religieux, abondera dans le même sens, notant que « c'est le comportement général observé dans le rang des adeptes de ce groupe qui sillonnent les pays, porteurs d'un message religieux limpide, modéré et fondé sur l'échange et la conviction ». Seulement, ajoute-t-il, « il y a des éléments de ce mouvement, connus de tous qui ont fini par basculer dans la violence aveugle », répondant selon lui « aux sirènes du djihad violent dans les rangs de Boko Haram ou d'autres organisations dans la région ».

Un intervenant mauritanien, expert des groupes armés à références religieuses en Afrique, affirmera que « la plupart des premiers éléments mauritaniens qui ont rejoint le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien au début des années 90, étaient connus pour avoir été des animateurs réguliers de prêches de ce groupe dans les mosquées de Nouakchott ». Selon lui,

le phénomène des départs de l'école Tablighi vers les courants violents à connotation religieuse s'est accéléré après la vague d'arrestations des oulémas en 2003, à telle enseigne que la plupart des jeunes Tablighis arrêtés ont systématiquement rejoint les rangs de l'AQMI dans le nord Mali. Un leader religieux salafi, a expliqué le phénomène par « la frustration que ressentent les porteurs d'un tel message pacifique devant tant d'indifférence » et « la poursuite de la commission d'actes ignobles que décrie l'Islam », alors que selon lui « les pouvoirs ferment les yeux et se font même souvent le complice des auteurs ». Dans ce contexte, il conclut que « ce que les Musulmans attendent de leurs gouvernements est d'appliquer la Chariâa ».

VII. LA PRESENCE ETRANGERE AU SAHEL
(FRANCE, USA, OI, GROUPES ARMES
ALLOGENES): FACTEUR DE
STABILISATION OU CAUSE DE
NOUVELLES LIGNES DE FRACTURES ?

Les participants ont, dans cette section, discuté des impacts de la présence étrangère, notamment française et autres, au Sahel. Pour un intervenant arabe du Mali, « la présence étrangère n'a servi à rien, sauf à attiser les tensions et les méfiances entre communautés du Nord. Elle n'a pas permis d'enrayer la violence, ni de rétablir l'ordre de l'Etat et encore moins de ramener la paix au Mali. Plus grave, elle a constitué un parapluie pour l'armée malienne qui a commis de graves exactions, des meurtres et divers autres actes barbares contre les populations civiles sous prétexte qu'elles avaient soutenu les djihadistes ». Pour lui, « ce sont ces exactions-là qui sont à l'origine de la radicalisation des jeunes dans certaines communautés comme les Peuls et les Songhai ». Un autre participant, activiste de la société civile affirma que « la présence étrangère au

Mali était une nécessité primordiale pour le Mali ». En effet, selon lui, « n'eût été Serval, les djihadistes allaient occuper Bamako et tout le Mali et allaient imposer une situation dangereuse pour toute la région ». Seulement pour lui, « la France n'a pas joué franc jeu avec le Mali » et ainsi « comment se fait-il que les français viennent en libérateurs et interdisent à l'armée malienne d'entrer à Kidal, toujours entre les mains des « terroristes » ? ».

Pour un journaliste mauritanien très au fait de la situation au nord Mali, les français ont enregistré des victoires importantes dans la lutte contre les groupes armés au nord Mali, les poussant à la dispersion et à l'exil vers la Libye. Mais selon lui, « ils n'ont pas réussi dans la bataille de l'éradication. Mieux, malgré l'élimination de certains éléments de premier et de second rang dans les groupes les plus actifs (Aqmi, MUJAO et Ançar Dine), ces groupes ont profité du changement de dispositif lors du passage de Serval à Barkhane et la période de flottement qui a précédé l'installation des forces de la MINUSMA pour se reconstituer ». Il conclut que « la guerre que mène le gouvernement de Hollande contre l'EI ne leur donnera que davantage de marges de manœuvres au Sahel. A n'y prendre garde, ces groupes pourraient même élargir leur terrain d'action vers des pays qui sont jusque-là à l'abri de leurs actions ».

Pour un intervenant arabe malien, « toute présence étrangère est suspecte et va à l'encontre des valeurs de nos sociétés. C'est la preuve évidente de l'échec de nos Etats ». Il questionna : « pourquoi, nous Maliens, fils du même pays et majoritairement de confession musulmane n'avons pas pu régler nos problèmes entre nous par le dialogue et les méthodes traditionnelles que nous avons, au lieu de faire recours aux Français et autres

Américains, ennemis de l'Islam, qui ne cherchent qu'à nous diviser ? ».

Un intervenant du Tchad, élu parlementaire, affirme, lui, que « la présence française et internationale a globalement servi à restaurer une paix, aussi précaire soit-elle, au nord Mali ». Dans ce contexte, selon lui, « il revient aux Maliens d'être à la hauteur et de tirer profit de cette bonne couverture qui a permis de libérer le nord et donné l'Accord d'Alger. Mieux, ajoute-t-il, l'intervention militaire française et la présence des forces internationales sous la bannière des Nations Unies a constitué un véritable bouclier pour certains pays du Sahel qui étaient dans le viseur des mouvements armés à connotation djihadistes ».

De son côté, un universitaire malien soutiendra « qu'il est clair que la présence étrangère au Sahel, crée des frictions et engendre même de nouvelles lignes de fracture », mais selon lui, « elle est parfois nécessaire, car les Etats de la zone ne sont pas, à eux seuls, capables de répondre aux multiples défis, dont celui de la sécurité n'est pas des moindres ».

En conclusion, les panélistes ont retenu une position assez mitigée sur la présence étrangère au Sahel. Certains saluent sa grande contribution au retour de la paix dans des pays comme le Mali; alors que d'autres considèrent qu'elle constitue, elle-même, un facteur de déstabilisation et contribue à la rupture de la paix dans la région.

VIII. SITUATION DES REFUGIES ET PERSONNES DEPLACEES INTERNES CONSECUTIVEMENT AUX TROUBLES ENGENDREES PAR LA LUTTE CONTRE LES GROUPES RELIGIEUX VIOLENTS AU SAHEL

Par ailleurs, un exposé sur la situation des réfugiés et personnes déplacées suite aux violences engendrées par les mouvements violents à connotation religieuse a été présenté aux participants. Ils ont également débattu des perspectives d'évolution des mouvements violents à connotation religieuse, avant de passer sommairement en revue la situation en Mauritanie et les lignes de fractures inter-religieuses et intercommunautaires.

Sur le premier point, une intervenante du Mali a regretté la présence de milliers de réfugiés maliens, composés essentiellement de femmes et d'enfants, dans les pays frontaliers (Mauritanie, Algérie, Mali, Niger et Burkina Faso): « démunis, privés de l'éducation et de la santé », ils doivent, selon elle, « être la première préoccupation de la classe politique malienne. Leur retour organisé et leur prise en charge complète doit être le premier acte à poser pour montrer la bonne foi du gouvernement malien et de la communauté internationale pour l'exécution de l'Accord d'Alger ».

Sur le second point, un érudit salafi, a affirmé que « la radicalisation violente des jeunes dans le monde musulman trouve ses sources dans l'oppression et la mauvaise gouvernance qui règnent dans le monde musulman ». Il ajouta que « ces mauvaises pratiques accentuées par le chômage et le déni de liberté aux peuples se trouvent être encouragées par la guerre sans discernement contre le terrorisme, la poursuite du calvaire des Palestiniens, en toute indifférence du monde libre ». Selon lui, il faut « chercher le dialogue et la discussion et tenter de trouver des compromis intégrant les revendications

légitimes des musulmans pour la prise en compte de leurs valeurs et préceptes dans la vie des sociétés modernes ». Sans cela, le monde hériterait selon lui de « bientôt pire que Daech / l'EI ».

En conclusion du point relatif à la question des réfugiés, les panélistes urgent les acteurs politiques de prendre en considération la situation des réfugiés et de veiller à leur retour dans leurs pays d'origine afin de soutenir les processus de paix en gestation.

IX. REVUE SOMMAIRE DES RECENTES EVOLUTIONS DES TENSIONS ET LIGNES DE FRACTURES POLITIQUES, ETHNIQUES ET RELIGIEUSES EN MAURITANIE

Au sujet de la Mauritanie, les intervenants ont noté une certaine accalmie sur le front des tensions inter-ethniques et politiques malgré leur nature incontournable. Par contre, ils soulignent la recrudescence des lignes de fractures intra-religieuses, ce qui constitue un facteur potentiel de division et de confrontation violente entre les sunnites séculaires et les chiites qui n'existaient jusque-là pas dans le pays.

Ils déplorent également la persistance des clivages ethniques, tribaux et raciaux dans le pays, alimentés par une gouvernance qui instrumentaliserait ces lignes et fractures au lieu, selon eux, de leur trouver une solution par le dialogue et la concertation. Ils attirent l'attention sur la gravité des tensions intra-religieuses qui pourraient naître du clivage sunnites-chiites qui commence à émerger dans le pays.

X. GROUPES DE TRAVAIL, RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTÉES

Suite à ces discussions, les participants se sont constitués en groupes de travail pour dégager les décisions qui semblent être convenues, formuler des recommandations et arrêter les pistes des étapes suivantes à entreprendre dans le cadre du programme Sahel.

Ainsi, trois groupes de travail ont été mis en place. Ils étaient appelés à se pencher, chacun, sur une thématique, comme suit:

Groupe 1 : Quelle réponse au phénomène Boko Haram?

Groupe 2 : Dialogue intra-islamique et inter-religieux au Tchad.

Groupe 3 : Réflexions sur le dialogue intra-malien et l'Accord d'Alger.

Des travaux des groupes ci-haut cités, les recommandations suivantes sont ressorties:

Pour le groupe 1 : Quelle réponse au phénomène Boko Haram ?

- Initier un dialogue inter et intra-religieux dans les pays de la zone d'opération de Boko Haram;
- Œuvrer à pacifier les relations intra-islamiques et organiser, si possible au Mali, une rencontre sur le phénomène de la radicalité des jeunes musulmans dans les pays du bassin du lac Tchad avec une grande implication de savants, d'experts, d'académiciens et de jeunes issus de tous les pays de la zone du lac Tchad et du Sahel ;
- Mise en place d'une coordination entre oulémas de différents pays de la zone pour unifier les discours, les prêches et les supports de communication et de sensibilisation à produire, en vue de convaincre les jeunes de ne pas basculer dans le radicalisme et ramener ceux qui y sont déjà dans la droite ligne musulmane fondée sur la modération et le refus de la violence ;
- Œuvrer à adapter le contenu de l'enseignement coranique traditionnel pratiqué dans les pays de la zone en y introduisant des modules développant les préceptes de la cohésion sociale, de la paix, de la coexistence pacifique entre croyances et tolérance;
- Mettre en place un comité d'oulémas réputés, consensuels et respectés pour ouvrir des créneaux de discussion et de dialogue avec Boko Haram.

Un groupe de travail avec les trois acteurs nigériens et le chercheur mauritanien identifié au préalable a permis de clarifier des points concernant l'étude sur les discours religieux à l'intérieur et autour les différents groupes affiliés à BH.

Suivi : Le principe d'un partenariat sur l'étude documentaire avec le chercheur mauritanien a été acquis. Une version préliminaire de l'étude va être remise à la DSH en février. Un atelier au Nigeria va être organisé en mars/avril pour discuter de l'étude documentaire et des potentiels chercheurs pour l'étude de terrain.

Pour le groupe 2 : Dialogue intra-islamique et inter-religieux au Tchad.

- Mise en place de mécanismes d'alertes et d'intervention précoces entre musulmans et chrétiens pour le vivre ensemble et la résolution des conflits ;

- Ce comité devrait être basé au 7ème arrondissement de N'Djamena comme premier champ d'action commune à travers les jeunes des deux confessions ;
- Impliquer les associations religieuses musulmanes tchadiennes notamment, ainsi que la FCG et le `DFAE et les chefs religieux séculaires pour atténuer les tensions entre les Tidjanes (soufis), les Ançar Sunna et les Tablighis ;
- Sensibiliser la classe politique, les acteurs de la société civile et les notabilités traditionnelles et religieuses sur la nécessité de travailler pour raffermir l'unité et l'intégrité du Tchad et éviter, « coûte que coûte », la partition du pays (nord-sud) comme le prônent certains acteurs au nord et au sud. Il y a eu plusieurs discussions entre les acteurs Tchadiens facilitées par la DSH et la FCG. Ensemble, ils ont défini d'une nouvelle stratégie quant au dialogue intra-islamique. Les blocages divers du processus de dialogue intra-islamique au Tchad ayant effectivement retardé le processus. Il a donc été décidé de réorienter le dialogue au niveau des trois grandes écoles et mouvements islamiques au Tchad : Jamaat Ansar al-Sunna, Jamaat al-tabligh et la confrérie Tidjaniyya et de ne pas engager un dialogue avec le CSAI comme institution tout en impliquant les acteurs qui en font partie.

Pour ce qui est du projet proposé par le centre Al Mouna, les participants soutiennent l'idée et la démarche des formations et de la création d'un mécanisme d'alerte précoce et intervention rapide.

Suivi : Une mission conjointe de la FCG et la DSH au début de l'année 2016 va permettre la continuation du dialogue intra-islamique tout en initiant les formations pour des jeunes des trois grands mouvements islamiques sur la transformation de conflits ainsi que l'initiation de cellules de veilles. La mission servira aussi à un suivi du projet Al Mouna et une rencontre avec les acteurs du projet EEMET. Le document de projet du centre Al Mouna va être revu avant d'être finalisé. A priori, une collaboration est souhaitée par les différents partenaires.

Pour le groupe 3: Réflexions sur le dialogue intra-malien et l'Accord d'Alger

- Faire de l'Accord d'Alger le cadre fondamental de toute action visant le retour et le renforcement de la paix, la cohésion sociale et la stabilité au Mali ;
- Faire du noyau malien présent (arabes, touarègues et représentants du sud) un groupe ad hoc de travail devant s'investir dans le rapprochement des positions entre groupes ethniques, courants religieux et organisations pour amorcer un dialogue inter-religieux et intercommunautaire sur la base des rapports séculaires entre eux et l'Accord d'Alger ;
- Mener, sous la houlette du HCE, des rencontres et discussions avec les oulémas prônant le jihad, notamment ceux qui constituent une référence pour Ançar Dine;
- Visites de terrain dans les sites d'accueil des réfugiés maliens dans les pays voisins et les convaincre de rentrer au pays, tout en menant des plaidoyers au niveau de l'Etat afin que leurs droits soient préservés et les moyens nécessaires pour une vie décente soient dégagés.

Les participants étaient très partagés et divisés. Après quatre discussions et side meetings intra-maliens, les participants sont arrivés à un consensus sur deux constats de base :

1. Il est vital que les accords pour la paix soient mis en œuvre le plus vite possible et de manière conséquente, notamment en permettant d'ouvrir de nouveaux canevas de discussion, de dialogue et l'utilisation de synergies.

- Les actions pour la mise en œuvre des accords pour la paix doivent comprendre les groupes cibles intégrant les caractéristiques suivantes : légitimité religieuse, légitimité traditionnelle, jeunes, femmes. Les deux groupes correspondant à la légitimité des notables et celle des élus n'ont pas fait l'unanimité lors des discussions.
2. Les acteurs religieux et traditionnels influents jouent un grand rôle dans la mise en œuvre des processus pour la paix au Mali, ce rôle doit être accepté et valorisé par tous.
- Il y a un manque de confiance mutuel entre le gouvernement et le peuple, les leaders religieux peuvent prendre un rôle important dans cette situation.

Le dernier jour de l'atelier, le groupe des maliens s'est retrouvé sans présence étrangère pour parler des différentes pistes d'action possibles. Ils ont finalement proposé le processus suivant :

Chacun des acteurs va s'engager dans son domaine de prédilection pour favoriser les rencontres et espaces de dialogue entre des acteurs du Nord et du Sud du Mali. Les acteurs vont faire un travail préliminaire et de discussion avec leurs propres groupes d'influence et d'encrage avant d'engager ensemble plus d'actions. Ils couvriront eux-mêmes les frais de cette étape ; il a été décidé que le gouvernement sera informé de toute action entreprise. En février, le groupe se reverra à Bamako et discutera des prochaines étapes à suivre et d'un éventuel plan d'action. Ce n'est qu'à ce stade qu'ils vont évaluer s'il y a un besoin de coopération avec la FCG et le DFAE pour un soutien technique et /ou financier. Entre temps, les relations entre les participants ainsi qu'avec la FCG et le DFAE vont être entretenues.

Suivi : Les participants originaires de ce pays ont convenu de se constituer en un groupe de travail permanent pour relancer le dialogue intra-islamique, en prélude au dialogue intercommunautaire sur la base de l'Accord d'Alger. Le groupe élabore des pistes de travail pour la création d'un espace de dialogue avec des acteurs politiques à référence religieuse et provenant de toutes les parties du Mali pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix. Une première rencontre est prévue à Bamako au mois de février 2016.

XI. CONCLUSION

Les participants ont souligné le souhait d'organiser une nouvelle édition de la plateforme en été ou automne 2016. Il sera important de veiller à une certaine constance des participants pour continuer sur les acquis des rencontres précédentes. Plusieurs idées concrètes ont émergé de la plateforme ; les processus mis en route lors des rencontres précédentes ont pu être discutés et évalués.